

17^E ÉDITION

Cleantech en France

Bilan semestriel S1 2025

Commission Industrie & Transition Ecologique

Septembre 2025



Éditorial



Sophie Pourquéry
Co-présidente de la
Commission Industrie
& Transition écologique
de France Invest



Éric Marty
Co-président de la
Commission Industrie
& Transition écologique
de France Invest

Les investisseurs maintiennent le cap de la transition écologique

France Invest a renouvelé en juin 2025 sa gouvernance, et nous sommes heureux de co-présider la Commission Industrie et Transition écologique pour une période de deux ans. Notre ambition est de poursuivre les travaux lancés lors des précédentes mandatures, en particulier la publication du baromètre semestriel des investissements dans les Cleantechs, dont la dernière édition est présentée ici. Un autre de nos objectifs est de permettre à notre profession — capital-investissement, dette privée, financement d'infrastructures, fonds propres dédiés aux PME, ETI et start-up industrielles — de mieux financer et soutenir les industriels dans les territoires, en particulier ceux engagés dans des démarches de transition écologique.

Nous souhaitons ainsi engager un dialogue structuré avec les associations professionnelles, les Comités Stratégiques de Filière (CSF) et les syndicats représentatifs, afin de mieux comprendre les enjeux, les contraintes et les besoins spécifiques de chaque filière industrielle. En rapprochant l'ensemble des acteurs, la Commission souhaite contribuer à une meilleure prise en compte des politiques de soutien nationales et s'attachera à réunir les données, en termes de performance financière et d'externalités positives, permettant aux acteurs de la profession d'orienter leurs investissements dans les entreprises industrielles et de la transition écologique. Nous aurons l'occasion de revenir plus en détails sur notre programme, en particulier lors de la soirée annuelle de France Invest le 3 décembre 2025.

Les résultats de ce nouveau baromètre de la transition écologique en France confirment une dynamique soutenue, malgré un environnement économique incertain. Le premier semestre 2025 a ainsi enregistré 71 levées de fonds dans les domaines de la transition écologique et énergétique, pour un montant total de 1,26 milliard d'euros. Ces opérations confirment l'appétit des investisseurs pour le secteur. Sur le plan de la maturité des projets, il est intéressant de noter que 26 opérations ont eu lieu en premier tour, pour un montant de 136 millions d'euros. Si cela représente une part minoritaire du total levé, cela traduit néanmoins une base entrepreneuriale toujours active. Les montants plus significatifs concentrés dans les phases de développement et d'innovation démontrent toutefois une forme de consolidation du marché : les investisseurs cherchent désormais à accompagner la montée en puissance d'acteurs déjà installés, capables de passer à l'échelle.

Les énergies renouvelables restent le secteur le plus dynamique, avec 14 opérations recensées et un total de 528 millions d'euros investis. Ce secteur capte à lui seul plus de 40 % des montants totaux, et les projets dans le solaire, l'éolien ou encore le biogaz continuent d'attirer d'importants capitaux. Solveo Energies, spécialiste de la production d'électricité verte, a ainsi levé 98 millions d'euros, tandis que CVE Biogaz a réuni 70 millions pour renforcer ses capacités de production de biométhane.

Éditorial



Sophie Pourquéry
Co-présidente de la
Commission Industrie
& Transition écologique
de France Invest



Éric Marty
Co-président de la
Commission Industrie
& Transition écologique
de France Invest

Le secteur de l'efficacité énergétique, quant à lui, a levé plus de 220 millions d'euros à travers huit opérations. L'exemple le plus marquant est celui de Powesco, acteur de la rénovation énergétique dans le tertiaire, qui a levé 150 millions d'euros. Ce niveau d'investissement témoigne d'un intérêt croissant pour les solutions permettant de concilier sobriété énergétique et performance économique. En parallèle, l'économie circulaire, avec également 14 opérations, totalise un montant investi de 80,8 millions d'euros, preuve que les modèles reposant sur la valorisation des déchets et la réduction des intrants gagnent en maturité.

Le financement de l'hydrogène, bien que plus limité (5 opérations pour 90,8 millions d'euros), demeure une filière stratégique, notamment en lien avec les objectifs de décarbonation de l'industrie lourde. La chimie verte, l'AgTech, le stockage et les technologies liées au traitement de l'air ou de l'eau complètent ce panorama, illustrant la montée en puissance d'écosystèmes innovants sur l'ensemble du spectre environnemental. À noter que le nucléaire entre pour la première fois dans la classification sectorielle du baromètre, avec deux levées de fonds totalisant 49 millions d'euros. Cela marque le retour de l'atome dans les priorités d'investissement, à la faveur de l'intérêt renouvelé pour le mix énergétique bas carbone.

Les freins au développement restent toutefois présents. Le contexte économique global demeure tendu, entre incertitudes géopolitiques et celles liées à la politique nationale. Ces facteurs pourraient ralentir les décisions d'investissement, notamment dans les phases les plus

capitalistiques des projets industriels. Par ailleurs, la transition écologique exige une montée en compétences rapide dans des domaines techniques encore peu couverts par les formations classiques. Le déploiement des filières industrielles vertes ne pourra s'opérer sans un accompagnement fort en matière de formation initiale et continue, tant pour les techniciens que pour les ingénieurs.

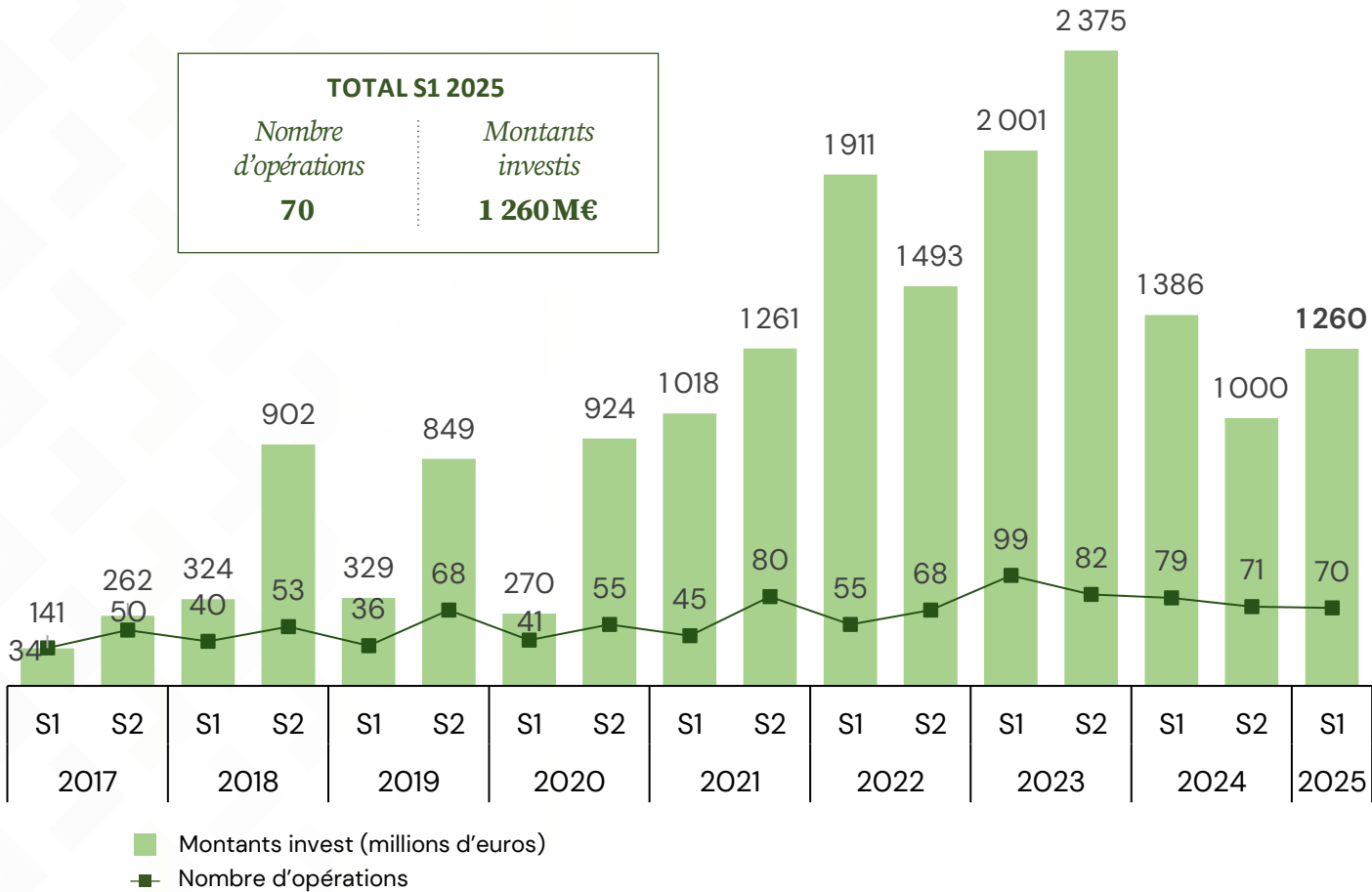
Enfin, les disparités territoriales méritent une attention particulière. Si certaines régions concentrent aujourd'hui la majorité des projets, notamment grâce à des écosystèmes déjà en place ou à des dispositifs locaux de soutien efficaces, d'autres peinent à capter ces dynamiques. Il sera crucial de veiller à une répartition plus équilibrée des investissements, pour éviter que la transition écologique ne renforce les fractures économiques et géographiques existantes.

En conclusion, le marché de la transition écologique en France confirme sa vitalité au premier semestre 2025, soutenu par des levées de fonds importantes, une diversification sectorielle accrue et une volonté industrielle affirmée. Cependant, pour transformer cette dynamique en véritable levier de transformation durable, il faudra surmonter plusieurs obstacles structurants. L'enjeu est désormais de passer d'une logique de projets à une logique de filière : cela implique de consolider les chaînes de valeur, de former les compétences nécessaires et de garantir un cadre favorable à l'investissement sur le long terme. À ces conditions, la France pourra affirmer son leadership dans l'économie bas carbone de demain.

Bilan des investissements S1 2025

Évolution des investissements dans la transition écologique et énergétique

Au 1^{er} semestre 2025, **70 levées de fonds ont été réalisées** lors de premiers tours, en capital-innovation et capital-développement dans le secteur de la transition écologique et énergétique en France **pour un montant global de 1 260,1 M€***.

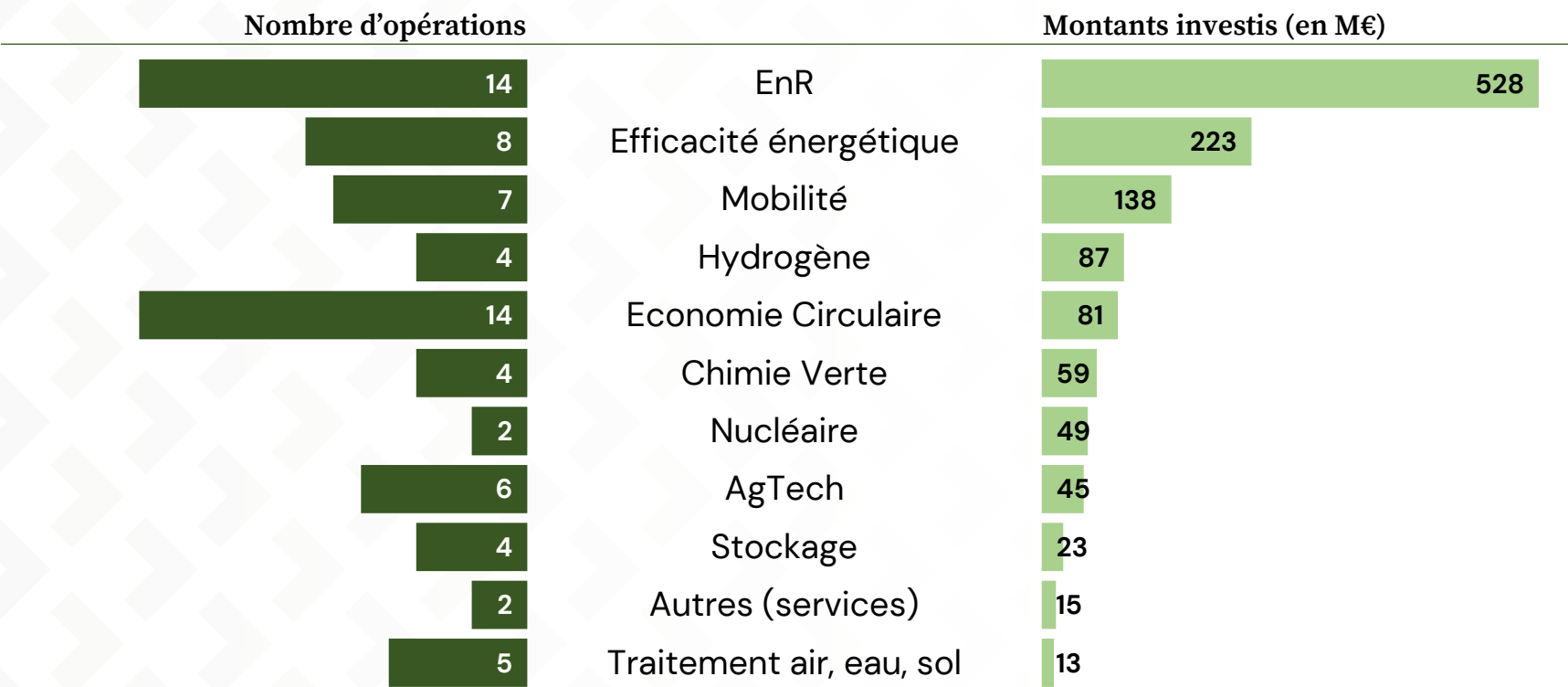


* Trois montants restent confidentiels mais ont été agrégés dans le total. Deux autres ne sont pas connus.

Bilan des investissements S1 2025

Investissements par secteur

Au S1 2025 les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique et la mobilité sont les principaux secteurs en montants investis avec quelques opérations de grande taille.



Le « Nucléaire » a été ajouté comme catégorie du fait de l'intérêt des investisseurs pour le secteur. En 2024, deux opérations l'avaient déjà concerné.

Bilan des investissements au S1 2025

Investissements par stade de maturité

Le financement des opérations de 1ers tours ou de capital-innovation restent dynamiques au S1 2025.



Bilan des investissements au S1 2025

Top 3 des opérations

Top 3 des levées de fonds dont le montant a été publiquement annoncé – certains montants sont supérieurs mais confidentiels (ils sont néanmoins agrégés dans ls résultats globaux).

Entreprise	Secteur	Montant levé auprès des fonds	Investisseurs
Powesco	Efficacité énergétique	150 M€	White Summit Capital
Solveo Energies	Energies renouvelables	98 M€	Mirova
CVE Biogaz	Energies renouvelables	70 M€	BNP Paribas Asset Management

Tendance des levées de fonds en Europe



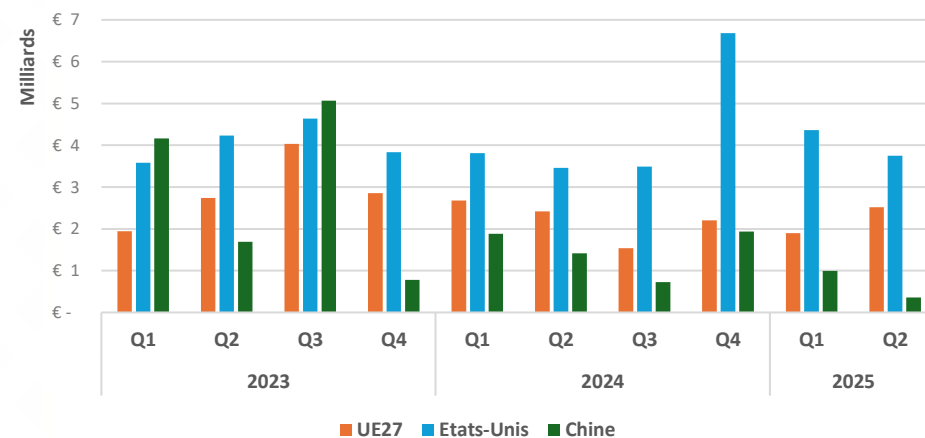
Célia Agostini
Directrice France,
Cleantech for France
celia.agostini@cleantech.com

**Cleantech
for France**

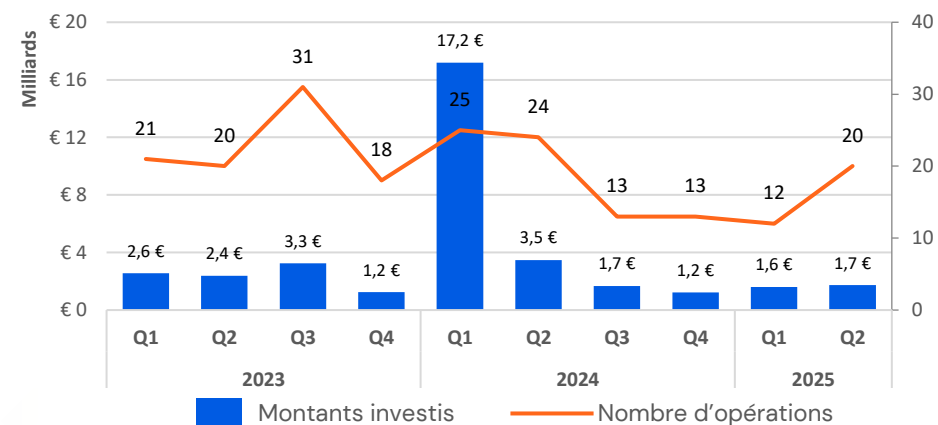
L'investissement dans les cleantech européennes : ni décrochage, ni décollage

- **L'investissement en capital-risque cleantech en Europe s'élève à 4,4 Md€** au premier semestre 2025, tandis que le nombre de deals atteint son plus bas niveau depuis trois ans, mais avec un montant moyen des transactions plus élevé. Cette baisse des volumes traduit néanmoins une approche plus prudente des investisseurs qui privilégient des investissements plus sûrs et plus liquides en late-stage dans un contexte d'incertitude plutôt que des investissements plus risqués en early stage.
- Les investissements se maintiennent aux Etats-Unis mais tendent à la baisse dans le contexte de remise en cause d'une partie de l'IRA et de guerre commerciale menée par l'administration Trump. Ils chutent en Chine en raison du ralentissement de l'économie chinoise, alors que le pays dispose d'un solide écosystème industriel et innovant.
- **Si les investissements en Europe ne décrochent pas dans ce contexte international, ils ne décollent pas. Le Clean Industrial Deal n'a pas créé de choc d'investissement comme l'avait fait l'IRA.** La présidente de la Commission a fait dans ses dernières déclarations des cleantech une priorité industrielle et d'investissement. Il est maintenant urgent de concrétiser les différentes actions lancées (Clean Industrial Deal, stratégie pour les startups et les scaleups, Industrial Decarbonisation Accelerator Act, Fonds de compétitivité).
- **Les volumes des levées en dette restent modestes** par rapport au niveau des deux années précédentes, ce qui souligne la difficulté persistante du financement par emprunt des projets cleantech en Europe, en particulier lors de la phase de scale-up. En comparaison, les Etats-Unis bénéficient d'une profondeur et d'une liquidité fortes des marchés du crédit, qui profitent aux développeurs de solutions cleantech en dehors de l'Europe. **Cela démontre la nécessité de mettre en place des mécanismes de dérisking comme les garanties publiques** pour débloquer les financements de grands projets cleantech européens.

Graphique 1 – Investissements cleantech en capital-risque par région du monde, 2023-2025



Graphique 2 – Investissements cleantech en dette en UE, 2023-2025



Source : Cleantech Group

Tendance des levées de fonds en Europe

L'énergie : secteur moteur des levées de fonds

- Le secteur de l'énergie est le plus dynamique au premier semestre de 2025 en concentrant presque 50 % des investissements en equity.
- Le secteur de l'hydrogène a accueilli plusieurs investissements clés, malgré les difficultés du secteur. **Gen-Hy** a ainsi reçu une subvention européenne de 100 M€ pour son usine d'électrolyseurs en Franche-Comté, quand **Lhyfe** a obtenu un prêt de 53 M€ pour produire de l'hydrogène bas-carbone sur 4 sites, en France et en Allemagne.
- Le secteur de la mobilité électrique demeure également un investissement privilégié, bien que les montants n'atteignent pas ceux de l'an passé. **Ionity** a ainsi levé 600 M€ de prêt pour développer son infrastructure de recharge en Europe, et **GreenWay** a obtenu 50 M€ de growth equity de la part de Mirova pour ses bornes de recharge.
- Pour décarboner l'industrie lourde, le producteur de fer bas-carbone **GravitHy** a obtenu un financement de 60 M€ combinant des fonds publics et privés, afin de sécuriser son usine à Fos-sur-Mer.
- Enfin, **Stockholm Exergi** a reçu plus d'1,5 Md€ de subventions suédoises et européennes pour bâtir l'un des plus grands sites au monde de captage de CO2.



Crédits photo : Lhyfe

Commission Industrie & Transition Ecologique de France Invest

France Invest a créé la Commission Transition Écologique pour fédérer la part croissante de ses membres actifs dans les cleantech et pour promouvoir les éco-industries en France et à l'étranger.

En 2024, la Commission Transition Ecologique a fusionné avec la Commission Industrie et devient la Commission Industrie et Transition Ecologique.

Membres de la Commission Transition Écologique de France Invest : ADEME, Apicap, Ardian France, Ashurst, Azulis Capital, Bpifrance Investissement, Demeter Investment Managers, Edmond de Rothschild Private Equity, Eight Advisory, Eurazeo, EY Strategy & Transactions (SaT), GreenUnivers, Infravia Capital Partners, MBO & Co, Merieux Equity Partners, Procadres International, Racine Avocats, Raise, RGreen Invest Sas, Sofinnova Partners, Starquest, Supernova Invest, Swen Capital Partners, Tikehau Capital, Tilt Capital Partners.

Pour tout renseignement sur la Commission Industrie et Transition Ecologique de France Invest : Mathieu Lélou, m.lelu@franceinvest.eu.

À propos de GreenUnivers

Fondé en 2008, GreenUnivers est le média leader de l'information économique et financière sur la transition énergétique en France. Sa rédaction spécialisée publie chaque jour des articles et analyses sur les entreprises et marchés des différents secteurs : énergies renouvelables, efficacité énergétique, écomobilité, etc. GreenUnivers réalise un suivi quotidien des levées de fonds dans les Cleantech utilisé pour le Baromètre de France Invest, publie des études annuelles et organise des conférences pour les professionnels. La société a intégré le groupe Les Echos Le Parisien en juin 2024 via 2050Now, son pôle média dédié à la transition écologique.

Plus d'informations : www.greenunivers.com

À propos de EY

La raison d'être d'EY est de participer à la construction d'un monde plus équilibré, en créant de la valeur sur le long terme pour nos clients, nos collaborateurs et pour la société, et en renforçant la confiance dans les marchés financiers.

Expertes dans le traitement des données et des nouvelles technologies, les équipes EY, présentes dans plus de 150 pays, contribuent à créer les conditions de la confiance dans l'économie et répondent aux enjeux de croissance, de transformation et de gestion des activités de nos clients.

Fortes de compétences en audit, consulting, droit, stratégie, fiscalité et transactions, les équipes EY sont en mesure de décrypter les complexités du monde d'aujourd'hui, de poser les bonnes questions et d'y apporter des réponses pertinentes.

EY désigne l'organisation mondiale et peut faire référence à l'un ou plusieurs des membres d'Ernst & Young Global Limited, dont chacun représente une entité juridique distincte. Ernst

& Young Global Limited, société britannique à responsabilité limitée par garantie, ne fournit pas de prestations aux clients. Les informations sur la manière dont EY collecte et utilise les données personnelles, ainsi que sur les droits des personnes concernées au titre de la législation en matière de protection des données sont disponibles sur ey.com/privacy. Les cabinets membres d'EY ne pratiquent pas d'activité juridique lorsque les lois locales l'interdisent. Pour plus d'informations sur notre organisation, veuillez vous rendre sur notre site ey.com.

© 2025 EY & Associés. Tous droits réservés. Cette publication a valeur d'information générale et ne saurait se substituer à un conseil professionnel en matière comptable, fiscale, juridique ou autre. Pour toute question spécifique, veuillez-vous adresser à vos conseillers. ey.com/fr

Méthodologie

Les données présentées dans ce baromètre sont basées sur les informations recensées auprès des entreprises et des investisseurs par GreenUnivers, complétées des données et analyses issues de la méthodologie EY et réalisées par Ernst & Young Advisory. EY désigne les membres d'Ernst & Young Global Limited, dont chacun est une entité juridique distincte. Ernst & Young Global Limited, société britannique à responsabilité limitée par garantie, ne fournit pas de prestations aux clients. EY est une marque déposée au niveau mondial.